

Mis en ligne le 28/11/2023

Mairie du Kremlin-Bicêtre  
**REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE**

**ARRÊTÉ N°2023-457**  
**MODIFICATION PROVISOIRE DU STATIONNEMENT**  
**Rue Séverine**

Le Maire de la commune du Kremlin-Bicêtre,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1 et L 2213-1 ;
- Vu l'ordonnance de Police du 1er juin 1969, réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L.115-1 à L.141-2 à L.141-12, R115-1 à R.116-2 et R141-12 à R.141-22,
- Vu la convention de délégation de service public pour l'exploitation du stationnement de surface et notamment l'article 15 ;
- Vu l'avis favorable de Madame la Directrice des Services Techniques.

Considérant que pour permettre au Service Action Culturelle de la Ville, dans le cadre de l'événement ciné-piscine, il est nécessaire de réglementer provisoirement le stationnement et cela par mesure de sécurité.

**ARRÊTÉ**

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit, avec application de l'article R417.10 du Code de la route, sur 3 places de stationnement payant soit 15 mètres linéaires, au droit du 45, rue Séverine.

**Le mercredi 7 février 2024**

ARTICLE 2 : Le permissionnaire est chargé de mettre en place une signalétique adaptée aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Les contraventions à ces dispositions seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et décrets en vigueur. Il sera procédé à l'enlèvement des véhicules en infraction au présent arrêté.

ARTICLE 4 : Un exemplaire du présent arrêté sera adressé :

- à la Direction des Services Techniques,
- à la Direction de la Police Municipale de Proximité,
- à Q-Park,
- au Service Action Culturelle / Ville

Fait au Kremlin-Bicêtre, le 10 novembre 2023

Pour le Maire Jean-Luc Laurent  
et par délégation,



L'adjoint au maire chargé des sports, de l'espace public et  
de la propreté,

Sidi CHIACK

**Délais et voies de recours** : le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, via la plateforme « Télérecours citoyens » : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)